

## Classification des organisations européennes

**Légende:** Tableau de classification des organisations européennes selon certains critères clés: composition, acte constitutif, but, structure organique, siège (situation au 1er septembre 2010).

**Source:** CVCE.

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/classification\\_des\\_organisations\\_europeennes-fr-bb9096c8-283b-4090-bc3b-fd00872bef90.html](http://www.cvce.eu/obj/classification_des_organisations_europeennes-fr-bb9096c8-283b-4090-bc3b-fd00872bef90.html)

**Date de dernière mise à jour:** 08/07/2016



## Classification des organisations européennes

	Union européenne	Conseil de l'Europe	OSCE	AELE	UEO
Classification d'après la composition	Organisation régionale	Organisation régionale	Organisation régionale	Organisation régionale	Organisation régionale
Nombre d'États membres	27	47	56	4	10
États membres	Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède	Albanie, Allemagne, ancienne République yougoslave de Macédoine, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie,	Albanie, Allemagne, ancienne République yougoslave de Macédoine, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Belarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie,	Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse	Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni

		Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine	République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine		
États fondateurs	Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne	Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède	Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Union soviétique, Yougoslavie	Autriche, Danemark, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse	Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni
Acte de constitution	Traité CECA (Signature: Paris, 18 avril 1951; entrée en vigueur: 23 septembre 1952, expiration: 23	Statut du Conseil de l'Europe (Signature: Londres, 5 mai 1949; entrée en vigueur: 3 août 1949)	Acte final d'Helsinki (Signature: 1er août 1975) Charte de Paris pour une	Convention de Stockholm (Signature: 4 janvier 1960; entrée en vigueur: 3 mai 1960)	Traité de Bruxelles (Signature: 17 mars 1948; entrée en vigueur: 25 août 1948)

	<p>juillet 2002)</p> <p>Traité CEEA ou Euratom (Signature: Rome, 25 mars 1957; entrée en vigueur: 1er janvier 1958)</p> <p>Traité CEE (Signature: Rome, 25 mars 1957; entrée en vigueur: 1er janvier 1958), renommé traité CE (par le traité de Maastricht de 1992) puis traité TFUE* (par le traité de Lisbonne de 2007)</p> <p>Traité UE (Signature: Maastricht 7 février 1992; entrée en vigueur: 1er novembre 1993)</p>		nouvelle Europe (Signature: 21 novembre 1990)		Traité de Bruxelles modifié (Signature du protocole: Paris, 23 octobre 1954; entrée en vigueur: 6 mai 1955)
Nature de l'acte de constitution	Accord juridique international	Accord juridique international	Engagement politique	Accord juridique international	Accord juridique international
Structure organique	<p>Institutions:</p> <p>Parlement européen, Conseil européen, Conseil, Commission européenne, Cour de justice de l'UE, Banque centrale européenne, Cour des comptes</p>	<p>Organes politiques: Comité des ministres, Assemblée parlementaire</p> <p>Assistés par: Secrétariat</p>	<p>Organes de décision: Sommet, Conseil ministériel, Conseil permanent, Conseil supérieur, Forum pour la coopération en matière de sécurité</p> <p>Assistés par:</p>	<p>Organe de décision: Conseil</p> <p>Assisté par: Secrétariat</p>	<p>Organes statutaires: Conseil, Secrétariat général, Assemblée</p>

	Organes: Comité économique et social, Comité des régions, Banque européenne d'investissement		Président en exercice, Secrétaire général, Assemblée parlementaire		
Siège	Bruxelles (Conseil, Commission)  Strasbourg (Parlement)  Luxembourg (Cour de justice, Cour des comptes)  Francfort (Banque centrale)	Strasbourg	Vienne (Secrétariat)	Genève (Secrétariat)	Bruxelles (Conseil, Secrétariat général)  Paris (Assemblée)
Personnalité juridique	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Classification d'après le domaine d'activité	CEEA: Organisation d'intégration économique sectorielle  UE: Organisation économique et politique	Organisation politique	Organisation de sécurité	Organisation économique	Organisation de sécurité
Type d'objectif	Général	Général	Spécifique	Spécifique	Spécifique
Objectif	Union européenne	Unification européenne (protection des droits de l'homme, démocratie pluraliste, État de droit)	Sécurité au sens large (notamment opérations de diplomatie préventive et gestion des crises)	Zone de libre-échange (suppression des barrières douanières entre les États membres sans tarif douanier commun)	Défense européenne (assistance collective en cas d'agression)
Classification d'après les fonctions	Organisation de réglementation (adoption de règles communes)	Organisation de concertation (harmonisation des points de vue)	Organisation de concertation (harmonisation des points de vue)	Organisation de concertation (harmonisation des points de vue)	Organisation de gestion (fournit des prestations aux

	aux États membres)  (Ordre juridique doté d'effet direct et de primauté sur le droit des États membres)	des États membres)	des États membres) et de gestion (fournit des prestations aux États membres)	des États membres)	États membres)
Méthode	Intégration supranationale (maintien du caractère intergouvernemental de la PESC)	Coopération intergouvernementale	Coopération intergouvernementale	Coopération intergouvernementale	Coopération intergouvernementale
Type de coopération		Coopération normative (élaboration de conventions multilatérales)  (Système juridique européen de protection des droits de l'homme dans le cadre de la CEDH)	Coopération opérationnelle (actions communes dans le cadre d'opérations concrètes)	Coopération normative [accords internationaux: - avec États membres de l'UE (Accord EEE) - avec États non membres de l'UE (Accords de libre-échange avec 20 pays)]	Coopération opérationnelle (actions communes dans le cadre d'opérations concrètes)
* traité sur le fonctionnement de l'UE					